

LE TEMPS

ÉCONOMIE : Inauguré hier, le Fonds mondial de solidarité numérique doit encore conquérir la planète

Date de parution: Mardi 15 mars 2005

Auteur: David Haeberli

NOUVELLES TECHNOLOGIES. Le FMSN a été lancé hier à Genève. La ville est la seule qui se plie actuellement au principe qui porte son nom: taxer les marchés publics de 1% dans le domaine de l'informatique.

«J'admets que lorsque l'on est venu me parler de ce fonds pour la première fois, j'ai pensé qu'il ne se ferait jamais.» Le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, Yoshio Utsumi, a choisi le luxueux décor d'une salle de bal rénovée de l'Hôtel Intercontinental, à Genève, pour se départir de son scepticisme à l'égard du Fonds mondial pour la solidarité numérique (FMSN). Hier, pour l'inauguration du FMSN, il a partagé l'enthousiasme d'une assemblée acquise à la cause d'Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal et père du FMSN. L'organisation, basée à Genève, s'est développée hors de l'ONU, contrairement à ce qu'affirmait récemment The Economist, et bénéficie de statuts depuis août 2003.

La cérémonie a permis aux membres fondateurs du FMSN d'être rejoints par le Nigeria, l'Algérie, la France et le Maroc. Chaque pays a versé une dotation pour un total de 1,6 million d'euros. «Mais ce qui va faire la force de cette initiative, c'est l'argent qui va rentrer grâce au Principe de Genève», a précisé Christian Ferrazino, conseiller administratif de la ville de Genève et porte-parole du Fonds.

L'expression est au cœur du système inventé par Abdoulaye Wade: une taxe de 1% sur les marchés publics dans le domaine de l'informatique, «prélevée par le vendeur sur sa marge». Cet argent, le Fonds le redistribue, via une Agence internationale à créer à Lyon, à des projets visant à faire rattraper le retard que le Sud a pris sur le Nord en matière de nouvelles technologies. «L'accès au téléphone est assuré à 112% de la population suédoise contre 10% au Sénégal», a dit Abdoulaye Wade.

La lourdeur du protocole hier à Genève (présence de plusieurs chefs d'Etat outre Abdoulaye Wade, dont Olusegun Obasanjo, président du Nigeria et de l'Union africaine) pouvait le faire oublier: une seule collectivité pratique pour l'heure le Principe de Genève: la ville qui porte son nom (Coris SA et Ilem SA, les deux premières entreprises ayant versé leur participation ont été honorées hier). Delémont serait sur le point de la rejoindre. La ville de Lyon s'est engagée à le faire et les 200 membres de l'Association internationale des maires francophones pourraient appeler à pratiquer ce que Christian Ferrazino n'aime pas appeler une taxe. Pour s'imposer, le FMSN devra convaincre le plus grand nombre à appliquer le Principe de Genève. Le conseiller administratif compte sur l'organisation d'une conférence internationale, début 2006, pour engranger des signatures. Abdoulaye Wade, lui, tient à ce que ne soit pas négligée «la solidarité entre citoyens du monde»: il n'a pas perdu espoir que les consommateurs occidentaux puissent un jour décider, lors de leurs achats informatiques, de verser un montant au Fonds.

«Une action complémentaire»

Pour l'heure, le FMSN n'est qu'un mécanisme financier. Pour parler des projets concrets, il faut attendre la création de l'agence lyonnaise: début 2006 au plus tôt. D'ici là, le Fonds pourrait aider des dossiers en souffrance dans d'autres institutions. Un contact a été établi avec la Banque mondiale, selon Alain Clerc, secrétaire général du FMSN. De manière générale, ce dernier voit le Fonds comme un «intermédiaire financier» qui mènera une «action complémentaire» à celles qui existent déjà.

Cette structure fait craindre à certains que le FMSN vienne faire doublon avec d'autres initiatives, notamment onusiennes, dont l'efficacité se perd dans l'immensité de leurs ambitions. «Nous nous concentrerons sur des petits projets et non sur de grandes infrastructures», répond Christian Ferrazino qui parle sur la vigilance critique des pouvoirs locaux et de la société civile pour que le FMSN ne s'ankylose pas.